

**Ville d'Angoulême / Association Comité des Jumelages
Angoulême – Villes étrangères**

Convention d'objectifs

Année 2017

Entre

La Ville d'Angoulême, représentée par son Maire, Monsieur Xavier Bonnefont, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 27 mars 2017, n° et désignée sous le terme « Ville », d'une part ;

Et

L'Association Comité des Jumelages Angoulême – Villes étrangères sise 2 avenue de Cognac – 16000 ANGOULEME représentée par sa présidente, Christine GRANET et désignée sous le terme « Association » d'autre part.

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

Le Comité des Jumelages, dont l'objet est de rassembler démocratiquement des citoyens de toutes tendances et de toutes catégories socioprofessionnelles, promeut des liens d'échanges et de coopération entre les communes et leurs citoyens. Il entend favoriser l'amitié, la connaissance mutuelle et le dialogue interculturel pour la paix. L'Association participe également à la construction européenne, au renforcement du sentiment d'appartenance à l'Union Européenne et à l'émergence d'une identité commune dans le respect de la diversité.

Angoulême est jumelée avec, par ordre chronologique :

BURY (Angleterre - 1959)
HILDESHEIM (Allemagne - 1965)
VITORIA-GASTEIZ (Espagne - 1967)
CHICOUTIMI (Québec-Canada - 1969) devenue SAGUENAY aujourd'hui
GUELENDJIK (Russie - 1977)
SEGOU (Mali - 1984)
TURDA (Roumanie - 1994)
HOFFMAN ESTATES (USA - 1996)
CHAVES (Portugal - 2015)

Depuis 1977, l'Association gère entre Angoulême et ses villes sœurs des relations qui ont évolué du jumelage à la coopération technique, économique, sociale et culturelle avec l'élaboration et la réalisation de véritables projets, parfois sur plusieurs années et faisant appel aux compétences des membres bénévoles de l'Association. Des contacts et des échanges sont ainsi créés et entretenus à divers niveaux (scolaire, associatif, culturel, sportif, professionnel, économique, etc.) indépendamment des visites et manifestations officielles.

Aussi,

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques.

Considérant que le projet est initié et conçu par l'Association Comité des Jumelages Angoulême – Villes étrangères ;

Considérant les priorités de la Ville en matière artistique, économique, culturel et la volonté de développer l'accès et la découverte de son territoire et de ses richesses ;

Considérant que le Comité des Jumelages tel qu'il agit participe à ces priorités ;

La Ville souhaite lui apporter son soutien, notamment par une subvention, en raison de son intérêt public local indéniable.

Article 1 – Objet de la convention

Par la présente convention, l'Association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à assurer la gestion des 9 jumelages cités ci-dessus au regard des thématiques prioritaires ci-après définies :

- Enseignement supérieur (Pôle Image,...) ;
- Développement technique et économique (développement durable) ;
- Culture (Festivals) ;
- Éducation et santé, Tourisme fluvial, Patrimoine (art roman, etc.) ;
- Développement du réseau des villes jumelées et du partenariat Nord/Sud ;
- Renforcement des actions internationales et contribution aux relations extérieures de la France ;
- Affirmation de son identité locale et développement de son rayonnement ;
- Aide à l'implication des citoyens aux activités de jumelage.

Dans ce cadre, la Ville contribue financièrement à ces actions, et ce, sans attendre une contrepartie directe.

Article 2 – Durée de la convention

La présente convention, qui prendra effet une fois que les formalités lui conférant un caractère exécutoire auront été accomplies (publication et transmission en Préfecture), est conclue pour un an.

Article 3 – Conditions de détermination du coût de la manifestation et des actions

3.1. Le coût annuel estimé du fonctionnement de l'Association est évaluée à 295 800,00 euros conformément aux budgets prévisionnels communiqués (annexe 1).

3.2. Le besoin de financement public exprimé par l'Association est calculé en prenant en compte les coûts totaux estimés, ainsi que tous les produits qui y sont affectés.

3.3 Les coûts directement liés à la manifestation doivent être nécessaires à la réalisation et respecter les principes d'une bonne gestion.

Article 4 - Détermination de la contribution de la Ville

4.1 La Ville accorde une subvention annuelle d'un montant de 96 000,00 euros :
59 000 euros pour permettre à l'Association de réaliser ses missions ;
35 000 euros pour son fonctionnement ;
2 000 euros pour la Coopération Décentralisée avec la ville de Ségou au Mali.

4.2 Pour soutenir l'Association, la Ville met également à sa disposition des locaux situés au 2, avenue de Cognac valorisés à hauteur de 4 560 euros. Cette mise à disposition fait l'objet d'une convention spécifique.

Article 5 – Modalités de versement de la contribution financière

5.1 La Ville versera les fonds dès la signature par les parties de la présente et dès que la convention sera pleinement exécutoire au sens des dispositions législatives et réglementaires.

5.2 La contribution financière sera créditée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur.

Les versements seront effectués à l'Association, au compte : n° 06048062240 ouvert auprès de l'établissement bancaire suivant : Crédit Mutuel Agence de l'Hôtel de Ville.

L'ordonnateur de la dépense est le Maire d'Angoulême

Le comptable assignataire est le Comptable de la Trésorerie Municipale

Article 6 – Justificatifs de l'usage des fonds

l'Association s'engage à fournir à la Ville :

- **un justificatif de l'activité**, retraçant de façon fiable l'emploi des fonds alloués ;
- **un justificatif des comptes**, le cas échéant avec le rapport du commissaire aux comptes.

Sur le fondement de l'article L1611-4 du CGCT ou de toutes autres dispositions réglementaires ou législatives, la Ville sera amenée à demander d'autres documents ou justifications.

Article 7 – Autres engagements

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par l'Association, pour une raison quelconque, celle-ci doit en informer la Ville sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 8 - Sanctions

En cas d'inexécution, partielle ou totale, de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention, ou en cas de retard substantiel dans l'exécution par l'Association, la Ville peut soit exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, soit diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après avoir examiné les justificatifs présentés par l'Association et avoir préalablement entendu ses représentants. La Ville informe l'Association par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 9 – Évaluation

9.1 L'Association s'engage à fournir, au moins trois mois avant le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre des actions dans les conditions dans la présente convention.

9.2 La Ville procède, conjointement avec l'Association, à l'évaluation des conditions de réalisation des actions auxquelles ils ont apporté leur concours sur un plan quantitatif comme qualitatif. L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats et sur l'impact des actions au regard de l'intérêt général.

9.3 La Ville s'engage à recevoir les représentants des l'Association afin d'échanger de vive voix et en toute transparence sur le déroulement des actions.

Article 10 – Communication

10.1 Comme il est d'usage, l'Association fera mention de la participation de la Ville sur tout support de communication relatifs aux activités définies par la présente convention. De surcroît, son site internet mentionnera les éléments de communication de la Ville (logo) et créera un lien avec le site internet municipal.

10.2 L'association mettra à la disposition de la Ville, pour sa communication institutionnelle et promotionnelle, les éléments de communication suivants : logo, le visuel... Cette utilisation s'effectuera sur la base d'une validation par l'Association de la forme et du fond des supports porteurs de ces différents éléments.

Article 11 – Partenariat autour de l'insertion par l'emploi

Conformément à la convention signée entre la Ville et Pôle Emploi, l'Association s'engage à solliciter la Mission Emploi de la Ville et Pôle Emploi afin d'encourager les recrutements dont elle a la charge.

Article 12 - Avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la Ville et l'Association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

Article 13 – Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Article 14 – Recours

14.1 Tout recours contre cette convention se fera devant le Tribunal Administratif de Poitiers, Hôtel Gilbert, 15 rue de Blossac, 86 020 Cedex.

14.2 Avant toute démarche contentieuse, les parties s'engagent à recourir à une conciliation amiable, et ce, en cas de litiges résultant de l'exécution de la présente convention.

Fait à Angoulême, le

Pour l'Association,
La Présidente,

Pour la Ville
Le Maire,

Christine GRANET

Xavier BONNEFONT

Comptes de résultat et budget prévisionnel

Si le budget de votre association est inférieur à 10 000 € vous avez la possibilité d'utiliser l'imprimé 2.1 (comptes simplifiés)

IMPORTANT : Préciser les dates de début et de fin du dernier exercice clos : du 01/12/15 au 31/12/15

PRODUITS	Exercice clos	Exercice en cours	Prévisionnel
70 - Vente de produits, prestations de services, marchandises	36 321€	20 500€	36 900€
Vente de marchandises (buvette...)	418€	500€	400€
Vente de produits	35 903€	20 000€	36 500€
Produits des activités annexes	-€	-€	-€
Prestations de services pour Ville Angoulême	-€	-€	-€
Prestations de services pour autres org. publiques	-€	-€	-€
Prestations de services autres	-€	-€	-€
74 - Subventions d'exploitation	72 521€	121 850€	151 800€
Etat (hors versement ASP ancien CNASEA)	-€	-€	-€
Etat versement ASP (emplois aidés)	-€	-€	-€
ERASMUS + Europe	-€	5 000€	20 800€
Conseil Régional	-€	4 000€	4 000€
Conseil Général	-€	2 500€	2 500€
Grand Angoulême- Ségou	6 000€	6 000€	6 000€
Ville d'Angoulême	48 000€	96 000€	96 000€
Coopération Ségou	14 301€	3 350€	10 500€
OFAJ	4 220€	5 000€	6 000€
Mécénat	-€	-€	6 000€
75 - Autres produits de gestion courante	2 162€	1 800€	2 100€
Cotisation des adhérents	1 912€	1 600€	1 900€
Autres	250€	200€	200€
76 - Produits financiers	532€	500€	€
à préciser :	-€	-€	-€
77 - Produits exceptionnels	2 943€	150€	€
78 - Reprises sur amortissements et provisions	€	€	€
79 - Transferts de charges	4504€	-€	-€
TOTAL GENERAL DES PRODUITS	118 933€	144 800€	190 800€
Déficit (si produits < charges)	39 318€	-€	-€
87 - Contributions volontaires en nature	90 119€	90 000€	105 000€
Bénévolat	90 119€	90 000€	105 000€
Prestations en nature Ville d'Angoulême€€€
Prestations en nature Grand Angoulême€€€
Prestations en nature autres tiers€€€
Dons en nature€€€
TOTAL	248 420€	234 800€	295 800€

ELEMENTS DU BILAN (Obligatoire)

Libellé	Au 31/12/14	Au 31/12/15	Au 31/12/2016
Dettes			
Emprunts et dettes assimilées	3 128€	-€	-€
Dettes fournisseurs	6 414€	13 870€	-€

(1) L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera susceptible d'être demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicités.

(2) Ne pas indiquer les centimes d'euros.

(3) Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n°99-01, prévoit à minima une information quantitative ou, à défaut, qualitative dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.

Attention :

Pour les associations dont l'exercice comptable est différent de l'année civile, préciser la répartition de la subvention Ville 2015 sur les deux exercices concernés.

ANNEXE 1

Comptes de résultat et budget prévisionnel

Si le budget de votre association est inférieur à 20 000 € vous avez la possibilité d'utiliser l'imprimé 2.1 (comptes simplifiés)

IMPORTANT : Préciser les dates de début et de fin du dernier exercice clos : du 01/12/15 au 31/12/15

CHARGES	Exercice clos	Exercice en cours	Prévisionnel
60 - Achat	18 074€	17 200€	18 500€
Achats d'études et prestations de services	-€	-€	-€
Achats de marchandises	8 389€	7 200€	7 000€
Electricité, eau, gaz, combustibles	3 036€	3 500€	4 000€
Petit équipement (mobiliier, matériel)	5 255€	4 000€	6 000€
Autres achats	1 394€	2 500€	1 500€
61 / 62 Services extérieurs et autres	78 227€	65 400€	109 200€
Locations	3 194€	3 500€	4 200€
Entretien et réparations	1 256€	1 500€	1 300€
Assurance	2 404€	3 000€	3 500€
Documentation	366 €	1 200€	500€
Rémunération personnel extérieur : honoraires	5 300€	4 800€	5 500€
Publicité, publication	-€	200€	2 000€
Déplacements, missions et réceptions	62 240€	45 000€	87 700€
Déplacements collectifs	-€	-€	-€
Frais postaux et de télécommunications	2 551€	3 200€	3 000€
Autres charges externes	916€	3 000€	1 500€
63 - Impôts, taxes et versements assimilés	2 421€	900€	2 500€
64 - Charges de personnel	54 402€	55 000€	55 000€
Rémunération du personnel	41 777€	41 500€	42 000€
Charges sociales et autres charges de personnel	12 625€	13 500€	13 000€
65 - Autres charges de gestion courante	1 814€	2 500€	2 000€
66 - Charges financières (intérêts, agios...)	€	€	€
67 - Charges exceptionnelles (amendes...)	€	€	€
68 - Dotations aux amortissements, provision et engagements	3 364€	3 800€	3 600€
69 - Impôts sur les bénéfices et assimilés	€	€	€
TOTAL GENERAL DES CHARGES	158 302€	144 800€	190 800€
Excédent (si charges < produits)	-€	-€	-€
86 - Emplois des contributions volontaires en nature	90 118€	90 000€	105 000€
Secours en nature	-€	-€	-€
Electricité, eau, gaz, combustibles	-€	-€	-€
Locaux mis à disposition	-€	-€	-€
Prestations de service	20 118€	20 000€	25 000€
Personnel mis à disposition	-€	-€	-€
Personnel bénévole	70 000€	70 000€	80 000€
TOTAL	248 420€	234 800€	295 800€

ELEMENTS DU BILAN (Obligatoire)

TRESORERIE	Caisse (espèces)	Comptes bancaires ou postaux	Livrets et autres placements	TOTAL
Montants en € au dernier jour de l'exercice clos	797€	27 869€	60 760€	89 426€
Montants en € connus à ce jour 15/08/2016	469€	28 687€	40 760€	69 916€